

sons d'un soulagement temporaire, mais il n'est que temporaire, et les prix élevés qui nous réjouissent sont de nature à faire surgir une nouvelle crise plutôt que de nous en éviter une. Les prix plus élevés porteront les cultivateurs non syndiqués à augmenter leurs emblavures, parce qu'ils ne se rendront pas compte que les pays exportateurs sont capables de produire beaucoup plus de blé que les pays consommateurs peuvent en absorber. L'extraordinaire sécheresse de 1936, venant à la suite de plusieurs années de sécheresse plus ou moins intense, nous a fait oublier cette anomalie dans notre situation agricole. Grand producteur de denrées propres à l'exportation, le Canada doit faire face aux conséquences de l'augmentation de la production dans les pays d'Europe. Qui n'a pas constaté que la Grande-Bretagne étudie déjà la question d'accroître sa production de blé au cours de la prochaine année? Ajoutons à cela que la production a augmenté en Europe et que la natalité a diminué.

On nous dit parfois, certes, qu'à mesure que s'élève le niveau de la vie, plus facile devient la solution de tous ces problèmes. Nous constatons cependant que jusqu'à un certain niveau il se consomme de fortes quantités de blé; lorsque le niveau de vie s'élève plus haut que cela, la consommation du blé diminue. On consomme plus de viande, plus de légumes, plus de salades, plus de fruits, une plus forte quantité de nourriture autre que les céréales principales. Il y a quelques années,—et même tout récemment,—on nous disait que le Japon constituerait probablement un grand marché pour les céréales canadiennes. Or, voici que maintenant le Japon exploite les plaines du Mandchoukouo. Il y a plus encore: la culture de la fève soya fournit maintenant une nouvelle nourriture aux peuples orientaux. Ici même, dans notre pays, où la culture du blé se fait sur une grande échelle, nous pouvons lire des annonces nous offrant du pain provenant de la farine de la fève soya. Nous ne devons pas davantage compter sur les progrès de la civilisation en Asie. Au nord même de l'Asie se trouve un vaste pays qui possède d'immenses plaines et une industrie agricole fortement mécanisée. Or, si des demandes viennent de l'Asie, dans quelques années l'Asie pourra satisfaire elle-même toutes ces demandes.

Ainsi donc, la situation de l'agriculture au Canada ne dépend pas uniquement des marchés, de ce que nous aimerions, de ce que nous souhaiterions, de marchés plus vastes et plus libres,—tout heureux que je serais d'en voir l'expansion dans un avenir rapproché,—mais bien d'un programme intelligent pour nous préparer à faire face aux conditions qui

suivront, à mon avis, cette courte période de prix élevés. La situation causée par la sécheresse et la pénurie de céréales qui en résulte ne dureront pas toujours, et nous devons en être bien convaincus.

Je sais qu'en m'exprimant de la sorte, je l'ai fait à l'encontre des opinions de nos honorables vis-à-vis. Mais, tout en désirant un état de progrès bien ordonné, immédiat et rapide, je ne veux pas que mon pays se laisse entraîner dans la confusion économique et dans le désordre social. Je tiens à un progrès rapide, c'est vrai, mais je crois à l'évolution plutôt qu'à la révolution. Or, une autre période de crise agricole, accompagnée inévitablement d'une répercussion de même portée dans l'industrie donnerait lieu à un malaise dont nous ne pourrions nous tirer qu'après avoir perdu nos institutions démocratiques et avoir vu diminuer notre niveau de vie, comme cela est arrivé pour certains pays européens. Une autre période de dépression comme celle que nous avons connue depuis 1929 ébranlerait nos institutions, j'en suis convaincu, jusque dans leurs assises et détruirait peut-être notre système démocratique, du moins pour un certain temps. Il me semble que c'est maintenant, quand les conditions semblent vouloir s'améliorer, que nous devrions nous préparer en vue de la réaction qui se produira inévitablement. Voilà la belle occasion qui s'offre aujourd'hui au Parlement du Canada. Je me demande si nous allons la saisir pendant qu'il en est temps encore.

Je répète, en terminant, ce que j'ai dit au début de mes observations. Bien que l'on puisse affirmer que certaines industries du Canada sont dans une position extraordinairement meilleure, position qui serait rendue meilleure encore si la guerre se déclarait, je n'en dis pas moins qu'après la guerre nous souffrirons davantage par suite de l'immense production de la période de guerre. D'un autre côté, il n'y aura peut-être pas de guerre, et j'espère que les nations de l'univers conviendront de maintenir la paix et de désarmer. L'adoption d'un programme de désarmement nous fermerait plusieurs des marchés que nous possédons aujourd'hui. En comptant sur des industries d'armements et des prix de guerre, nous nous appuyons sur de faibles soutiens. Le Parlement devrait faire en sorte que nous discutons le chômage et ses causes pour y remédier, afin que nous puissions nous occuper intelligemment de l'agriculture, et que nous soyons en mesure, non seulement de rétablir nos cultivateurs dans les territoires desséchés et appauvris, mais les soulager de leurs énormes obligations et du poids de leurs dettes, et d'une manière générale leur venir en aide à l'avenir.